Strieter, Claudia, *Aushandeln von Zunft. Möglichkeiten und Grenzen ständischer Selbstbestimmung in Lippstadt, Soest und Detmold (17. bis 19. Jahrhundert)*

Guillaume Garner

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/6521>

DOI : 10.4000/ifha.6521

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Guillaume Garner, « Strieter, Claudia, *Aushandeln von Zunft. Möglichkeiten und Grenzen ständischer Selbstbestimmung in Lippstadt, Soest und Detmold (17. bis 19. Jahrhundert)* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/6521> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.6521>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

Strieter, Claudia, *Aushandeln von Zunft. Möglichkeiten und Grenzen ständischer Selbstbestimmung in Lippstadt, Soest und Detmold (17. bis 19. Jahrhundert)*

Guillaume Garner

- 1 L'histoire des corporations est en Allemagne un champ qui a connu de profonds renouvellements depuis une vingtaine d'années. La vision, héritée de Werner Sombart et de Max Weber, de corporations comme institutions pétrifiées, hostiles à toute innovation et par conséquent engagées sur la voie d'un déclin irréversible, a été remise en question, de nombreux travaux ayant souligné leur diversité, leur plasticité et leur capacité à s'adapter à un environnement en pleine évolution, y compris en tirant profit des possibilités offertes par l'économie de marché. Résultat d'une thèse soutenue à l'université de Münster, cet ouvrage s'inscrit dans ce courant, ainsi que dans les recherches menées, à la suite des travaux d'André Holenstein, Achim Landwehr et Stefan Brakensiek, sur les fondements de la légitimité et de l'acceptation du pouvoir politique. Ce sont donc les processus d'échange, d'interaction, de négociation entre corporations et autorités politiques (urbaines et étatiques) qui sont au centre de cet ouvrage qui a choisi de comparer trois villes à l'ancrage politique et institutionnel très différent : Soest (placée sous l'autorité des États prussiens), Detmold (ville de résidence du comté de Lippe et qui conserve une autonomie politique certaine) et Lippstadt qui correspond à la situation, nullement exceptionnelle dans le Saint-Empire, du condominium (impliquant le gouvernement prussien et le comté de Lippe).
- 2 Disons-le d'emblée : cette étude est une réussite pour plusieurs raisons. Après deux premières parties de mise en contexte, consacrées respectivement à l'histoire politique et institutionnelle des trois villes et aux évolutions qu'y a connues le droit en matière de corporation, C.S. étudie la manière dont autorités et corporations interagissent pour

définir et adapter la cadre réglementaire de l'activité artisanale, se fondant pour cela principalement sur les pétitions et suppliques portées par ces corporations ainsi que sur les rapports et textes normatifs sur lesquels ces pétitions ont débouché. C.S. souligne tout d'abord l'importance des privilèges comme fondement juridique des corporations qui reposent par conséquent de moins en moins sur l'accord de leurs membres et de plus en plus sur une décision des autorités qui peuvent ainsi les instrumentaliser à des fins de politique économique, l'échelle impériale – à travers l'ordonnance de 1731 – jouant un rôle qui a longtemps été sous-estimé et qui est ici réévaluée. Elle montre par ailleurs la complexité des processus de négociation à l'œuvre, qui se jouent à l'intérieur des corporations, entre corporations et autorités urbaines et pouvoirs étatiques, ainsi qu'avec les institutions impériales. La question de la délimitation des corporations aussi bien sociale (par rapport aux chambrelans et autres acteurs situés aux marges du cadre corporatif, tels que les femmes) que géographique (par rapport aux artisans ruraux) est également prise en compte, de même que la diversité des pratiques économiques, les secteurs économiques concernés étant très hétérogènes. Une autre qualité de cette étude est, dans une quatrième et dernière partie, de varier et de croiser les échelles d'analyse en confrontant les pratiques locales aux discours tenus sur les corporations aussi bien par les sciences camérales que par la publicistique. Si les corporations n'ont pas en tant que telles participé à l'élaboration de ces discours, elles n'en reprennent pas moins certaines de leurs thématiques (celle du « bien commun ») pour défendre leurs intérêts spécifiques.

- 3 Exemplaire par sa minutie dans l'utilisation des sources, cette étude a également le mérite de mobiliser une ample bibliographie en allemand, en anglais et en français.
- 4 Guillaume Garner (ENS Lyon)